

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

**MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 93 — 2716

[C — 31401]

23 NOVEMBRE 1993

**Ordonnance modifiant l'ordonnance du 29 août 1991
organique de la planification et de l'urbanisme (1)**

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 107^{quater} de la Constitution.

Art. 2. Dans l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, modifiée par l'ordonnance du 30 juillet 1992, les mots « l'Exécutif » sont remplacés par les mots « le Gouvernement ».

Art. 3. Dans l'article 9, alinéa 8, 1^o, de la même ordonnance, les mots « 18, 28 et 40 » sont remplacés par les mots « 18 et 28 ».

Art. 4. L'article 24 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Article 24. L'arrêté du Gouvernement adoptant le plan abroge les dispositions non conformes, qu'il énumère, des plans en vigueur. »

Art. 5. A l'article 53, alinéa 6, de la même ordonnance, modifié par l'ordonnance du 30 juillet 1992, le mot « quatrième » est remplacé par le mot « cinquième ».

Art. 6. A l'article 58^{bis} de la même ordonnance, y inséré par l'ordonnance du 30 juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque la commission de concertation a recommandé dans son avis de faire réaliser une étude d'incidences ou en l'absence d'avis de ladite commission de concertation, le Gouvernement, à l'occasion de l'approbation du dossier de base, visé à l'article 54, statue sur l'opportunité de celle-ci. »

2^o à l'alinéa 3, les mots « et informe le collège des bourgmestre et échevins que la procédure se poursuit conformément aux articles 32 à 41 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale » sont remplacés par les mots « et la notifie au collège des bourgmestre et échevins »;

3^o l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« Lorsqu'il approuve le dossier de base et qu'il constate que le projet de plan particulier d'affectation du sol est visé à l'annexe A, 3^o, de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, le Gouvernement notifie sa décision au collège des bourgmestre et échevins. »;

4^o dans l'alinéa 4, qui devient l'alinéa 5, la seconde phrase est supprimée;

5^o l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Dans les cas visés aux alinéas 3, 4 et 5, la procédure se poursuit conformément aux articles 32 à 41 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale. ».

Session ordinaire 1993-1994

Documents du Conseil :

A — 283/1 *Projet d'ordonnance.*A — 283/2 *Rapport.**Compte rendu intégral :*

Discussion. Séance du 18 novembre 1993.

Adoption. Séance du 18 novembre 1993.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 93 — 2716

[C — 31401]

**23 NOVEMBER 1993. — Ordonnantie tot wijziging van de
ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de
planning en de stedenbouw (1)**

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107^{quater} van de Grondwet.

Art. 2. In de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, worden de woorden « de Executieve » vervangen door de woorden « de Regering ».

Art. 3. In artikel 9, achtste lid, 1^o, van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « 18, 28 en 40 » vervangen door de woorden « 18 en 28 ».

Art. 4. Artikel 24 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 24. Het besluit van de Regering houdende vaststelling van het plan vermeldt welke bepalingen van de vigerende plannen niet met dit plan overeenstemmen en heft ze op. »

Art. 5. In artikel 53, zesde lid, van dezelfde ordonnantie, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, wordt het woord « vier » vervangen door het woord « vijf ».

Art. 6. In artikel 58^{bis} van dezelfde ordonnantie, ingevoegd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer de overlegcommissie in haar advies aanbevolen heeft om een effectenstudie te laten verrichten of bij ontstentenis van het advies van deze overlegcommissie, doet de Regering, bij de goedkeuring van het in artikel 54 bedoelde basisdossier, uitspraak over de opportuniteit van deze studie. »;

2^o in het derde lid worden de woorden « en informeert ze het college van burgemeester en schepenen dat de procedure wordt voortgezet overeenkomstig artikelen 32 tot 41 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest » vervangen door de woorden « en geeft ze er kennis van aan het college van burgemeester en schepenen »;

3^o het volgende lid wordt ingevoegd tussen het derde en het vierde lid :

« Wanneer de Regering het basisdossier goedkeurt en zij vaststelt dat het ontwerp van bijzonder bestemmingsplan valt onder bijlage A, 3^o, van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, geeft de Regering kennis van haar beslissing aan het college van burgemeester en schepenen. »;

4^o in het vierde lid, dat het vijfde lid wordt, vervalt de tweede zin;

5^o het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« In de gevallen bedoeld in het derde, het vierde en het vijfde lid wordt de procedure voortgezet overeenkomstig artikelen 32 tot 41 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest. »

Gewone zitting 1993-1994

Documenten van de Raad :

A — 283/1 *Ontwerp van ordonnantie.*A — 283/2 *Verslag.**Volledig verslag :*

Bespreking. Vergadering van 18 november 1993.

Aanneming. Vergadering van 18 november 1993.

Art. 7. Un article 67bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même ordonnance :

« Art. 67bis. A moins que ses prescriptions ne les imposent expressément, le plan particulier d'affectation du sol approuvé après le 1er janvier 1981, dispense les demandes de permis d'urbanisme et de lotir et de certificats d'urbanisme des mesures particulières de publicité requises par les plans supérieurs.

Toutefois, la dispense visée à l'alinéa 1er n'est pas applicable aux demandes relatives aux actes et travaux ayant pour objet la création ou la modification de voies de communication. »

Art. 8. L'article 71 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Article 71. § 1er. La commune soumet le plan d'expropriation à une enquête publique. Celle-ci est annoncée par voie d'affiches.

Le plan d'expropriation est déposé à la maison communale, aux fins de consultation par le public, pendant un délai de trente jours dont le début et la fin sont précisés dans l'annonce.

Préalablement au dépôt du projet à la maison communale, les propriétaires des biens compris dans le périmètre des immeubles à exproprier en sont avertis individuellement, par écrit et à domicile.

Les réclamations et observations sont adressées au collège des bourgmestre et échevins dans le délai de trente jours, visé à l'alinéa 2, et annexées au procès-verbal de clôture de l'enquête. Celui-ci est dressé par le collège dans les quinze jours de l'expiration de ce délai.

Le plan d'expropriation est, avec les réclamations, les observations et le procès-verbal de clôture de l'enquête, soumis dans les vingt jours de la clôture de l'enquête à la commission de concertation. Celle-ci émet son avis dans les quarante-cinq jours de la clôture de l'enquête publique. A défaut d'avis dans ce délai, la commission de concertation est réputée avoir émis un avis favorable.

La moitié au moins du délai de quarante-cinq jours se situe en dehors des périodes de vacances scolaires.

Le Gouvernement accorde son approbation dans les trois mois de la réception du dossier complet. Ce délai peut être prolongé de trois mois par arrêté motivé.

A défaut de notification de la décision du Gouvernement dans ces délais, le pouvoir expropriant peut, par lettre recommandée à la poste, adresser un rappel au Gouvernement. Si à l'expiration d'un nouveau délai de deux mois prenant cours à la date de dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant le rappel, le pouvoir expropriant n'a pas reçu la décision du Gouvernement, le plan est réputé refusé.

L'arrêté du Gouvernement refusant l'approbation est motivé.

L'arrêté d'approbation est publié au *Moniteur belge*.

§ 2. Toutefois, lorsque le plan d'expropriation est dressé en même temps que le plan particulier d'affectation du sol, il est soumis aux formalités prévues pour l'élaboration de ce dernier, sans préjudice des dispositions prévues au § 1er, alinéa 3.

Si l'expropriation est décidée par un autre pouvoir, établissement public ou organisme que la commune ou sont situés les biens, les frais de l'enquête publique faite par la commune sont à charge de l'expropriant. »

Art. 9. A l'article 79, § 1er, alinéa 3, de la même ordonnance, la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Le droit à l'indemnisation naît soit lors du refus d'un permis d'urbanisme ou de lotir, soit lors de la délivrance d'un certificat d'urbanisme négatif, qui ne sont plus susceptibles de faire l'objet des recours prévus par la présente ordonnance. »

Art. 10. L'article 84, § 1er, alinéa 1er, 5°, de la même ordonnance, est remplacé par le texte suivant :

« 5° modifier l'utilisation ou la destination de tout ou partie d'un bien, même si cette modification ne nécessite pas de travaux;

on entend par :

a) « utilisation », l'utilisation existante de fait d'un bien non bâti ou d'un ou de plusieurs locaux d'un bien bâti;

b) « destination », la destination d'un bien non bâti ou d'un ou de plusieurs locaux d'un bien bâti, indiquée dans le permis de bâtir ou d'urbanisme, ou à défaut d'un tel permis ou de précision dans le permis, l'affectation indiquée dans les plans visés à l'article 2; ».

Art. 7. Een artikel 67bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde ordonnantie ingevoegd :

« Art. 67bis. Tenzij de voorschriften van het bijzonder bestemmingsplan ze uitdrukkelijk opleggen, stelt dit plan, indien goedgekeurd na 1 januari 1981, de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen, om verkavelingsvergunningen en om stedenbouwkundige attesten vrij van de speciale regelen van openbaarmaking, vereist door de hogere plannen.

De in het eerste lid bedoelde vrijstelling is evenwel niet van toepassing op de aanvragen betreffende de handelingen en werken strekkende tot de aanleg of de wijziging van verkeerswegen. »

Art. 8. Artikel 71 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 71. § 1. De gemeente onderwerpt het onteigeningsplan aan een openbaar onderzoek. Dit onderzoek wordt door aanplakking aangekondigd.

Het onteigeningsplan wordt gedurende dertig dagen ter inzage van de bevolking gelegd in het gemeentehuis. Het begin en het einde van deze termijn worden in de aankondiging vermeld.

Vóór de neerlegging van het ontwerp in het gemeentehuis worden de eigenaars van de goederen, gelegen binnen de omtrek van de te onteigenen goederen, er persoonlijk, schriftelijk en in hun woonplaats van in kennis gesteld.

Bezwaren en opmerkingen worden binnen de termijn van dertig dagen, bedoeld in het tweede lid, aan het college van burgemeester en schepenen ter kennis gebracht en bij het proces-verbaal van sluiting van het onderzoek gevoegd. Dit proces-verbaal wordt door het college opgemaakt binnen vijftien dagen na het verstrijken van deze termijn.

Het onteigeningsplan wordt samen met de bezwaren, de opmerkingen en het proces-verbaal van sluiting van het onderzoek binnen twintig dagen na de sluiting van het onderzoek aan de overlegcommissie voorgelegd. Deze brengt haar advies uit binnen vijftien dagen na de sluiting van het onderzoek. Bij ontstentenis van een advies binnen die termijn, wordt de overlegcommissie geacht een gunstig advies te hebben gegeven.

Ten minste de helft van de termijn van vijftienveertig dagen valt buiten de periodes van de schoolvakanties.

De Regering verleent haar goedkeuring binnen drie maanden na de ontvangst van het volledige dossier. Deze termijn kan door een met redenen omkleed besluit met drie maanden worden verlengd.

Bij ontstentenis van kennisgeving van de beslissing van de Regering binnen deze termijnen kan de onteigenende instantie bij een ter post aangetekende brief een aanmaning aan de Regering toezenden. Indien de onteigenende instantie, na het verstrijken van een nieuwe termijn van twee maanden met ingang van de afgifte bij de post van de aangetekende brief met de aanmaning, de beslissing van de Regering niet heeft ontvangen, wordt het plan geacht te zijn geweigerd.

Het besluit van de Regering houdende weigering van de goedkeuring wordt met redenen omkleed.

Het besluit houdende goedkeuring wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 2. Wordt het onteigeningsplan evenwel terzelfder tijd met het bijzonder bestemmingsplan opgemaakt, dan wordt het onteigeningsplan onderworpen aan de formaliteiten, bepaald voor de uitwerking van dit plan, onverminderd de in § 1, derde lid, voorziene bepalingen.

Wordt tot de onteigening besloten door een andere instantie, openbare instelling of orgaan dan de gemeente waar de goederen gelegen zijn, dan komen de kosten van het door de gemeente gedane openbaar onderzoek ten laste van de onteigenaar. »

Art. 9. In artikel 79, § 1, derde lid, van dezelfde ordonnantie, wordt de eerste zin vervangen door de volgende bepaling :

« Het recht op schadevergoeding ontstaat ofwel bij de weigering van een stedenbouwkundige vergunning of van een verkavelingsvergunning, ofwel bij de afgifte van een negatief stedenbouwkundig attest, waartegen de beroepen waarin voorzien in deze ordonnantie niet meer kunnen worden ingesteld. »

Art. 10. Artikel 84, § 1, eerste lid, 5°, van dezelfde ordonnantie, wordt vervangen door de volgende tekst :

« 5° het gebruik of de bestemming van een goed geheel of gedeeltelijk wijzigen, zelfs als deze wijziging geen werken vereist;

men bedoelt met :

a) « gebruik », het feitelijk bestaande gebruik van een onbebouwd goed of van één of meer vertrekken van een bebouwd goed;

b) « bestemming », de bestemming van een onbebouwd goed of van één of meer vertrekken van een bebouwd goed, zoals aangegeven in de bouw- of stedenbouwkundige vergunning of, bij gebrek aan dergelijke vergunning of aanduiding in deze vergunning, de bestemming aangegeven in de in artikel 2 bedoelde plannen; ».

Art. 11. A l'article 85, alinéa 2, de la même ordonnance, dans le texte néerlandais, le mot « verordening » est remplacé par le mot « vergunning ».

Art. 12. A l'article 87 de la même ordonnance, modifié par l'ordonnance du 30 juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° les alinéas 1er à 8 forment le § 1er;
- 2° il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. En cas de projet mixte, au sens de l'article 3, alinéa 1er, 2°, de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, le permis d'urbanisme est suspendu tant qu'un permis d'environnement définitif n'a pas été obtenu.

La décision définitive de refus relative à la demande de permis d'environnement emporte caducité de plein droit du permis d'urbanisme. »;

- 3° l'alinéa 9 forme le § 3.

Art. 13. Un article 91bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même ordonnance :

« Article 91bis. Le permis de lotir non périmé et délivré après le 1er janvier 1981 dispense des mesures particulières de publicité requises par les plans, les demandes de permis d'urbanisme et de certificats d'urbanisme.

Toutefois, la dispense visée à l'alinéa 1er n'est pas applicable aux demandes relatives aux actes et travaux ayant pour objet la création ou la modification de voies de communication. »

Art. 14. A l'article 108, § 2, de la même ordonnance, y inséré par l'ordonnance du 30 juillet 1992, les mots « certificat ou de permis d'urbanisme est incomplet en l'absence de la demande de certificat ou de permis d'environnement » sont remplacés par les mots « certificat d'urbanisme ou de permis d'urbanisme est incomplet à défaut d'introduction du dossier complet de la demande de certificat d'environnement ou de permis d'environnement correspondante ».

Art. 15. A l'article 109 de la même ordonnance, modifié par l'ordonnance du 30 juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° l'alinéa 3, deuxième phrase, est complété comme suit :
« ; la commune délivre l'accusé de réception dans les dix jours de la réception de ces documents ou renseignements. »;
- 2° à l'alinéa 4, les mots « du dépôt de la demande ou de la date de l'envoi recommandé » sont remplacés par les mots « de la réception, selon le cas, de la demande ou des documents ou renseignements visés à l'alinéa 3 ».

Art. 16. A l'article 116 de la même ordonnance, modifié par l'ordonnance du 30 juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° le § 2 est remplacé par les dispositions suivantes :
« § 2. Lorsqu'il émet un avis favorable, le fonctionnaire délégué peut subordonner la délivrance du permis à des conditions destinées à sauvegarder le bon aménagement des lieux.

Le fonctionnaire délégué peut déroger aux prescriptions des règlements d'urbanisme, des règlements sur les bâtisses ou des règlements concernant les zones de recul, soit dans le cas visé à l'alinéa 1er, soit lorsque la dérogation est sollicitée dans la demande.

Le fonctionnaire délégué peut également, sur proposition motivée du collège des bourgmestre et échevins, accorder des dérogations aux prescriptions réglementaires du plan communal de développement uniquement en ce qui concerne les dimensions des parcelles, le volume, l'implantation et l'esthétique des constructions.

Lorsque la dérogation porte sur les dimensions des parcelles, le volume, l'implantation et l'esthétique des constructions, la demande est soumise aux mesures particulières de publicité visées aux articles 113 et 114.

Une dérogation relative à l'implantation ou au volume des constructions dans une zone peut impliquer une dérogation à l'affectation d'une zone contiguë pour autant qu'elle ne mette pas en péril les caractéristiques essentielles de la zone contiguë.

Le demandeur est tenu de respecter les conditions prescrites par l'avis du fonctionnaire délégué. »

- 2° le § 6 est abrogé.

Art. 17. L'article 118, § 2, de la même ordonnance est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 2. Le fonctionnaire délégué peut, sur proposition motivée du collège des bourgmestre et échevins, accorder des dérogations aux prescriptions d'un plan particulier d'affectation du sol ou d'un

Art. 11. In artikel 85, tweede lid, van dezelfde ordonnantie, wordt in de Nederlandse tekst het woord « verordening » vervangen door het woord « vergunning ».

Art. 12. In artikel 87 van dezelfde ordonnantie, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de leden 1 tot 8 vormen § 1;
- 2° er wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Betreft het een gemengd project in de zin van artikel 3, eerste lid, 2°, van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, dan wordt de stedenbouwkundige vergunning gestorven zolang geen definitieve milieuvergunning verkregen werd.

De definitieve weigeringsbeslissing over de aanvraag om milieuvergunning houdt van rechtswege de nietigheid van de stedenbouwkundige vergunning in. »;

- 3° het negende lid vormt § 3.

Art. 13. Een artikel 91bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde ordonnantie ingevoegd :

« Artikel 91bis. De niet-ervallen verkavelingsvergunning, afgegeven na 1 januari 1981, stelt de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen en om stedenbouwkundige attesten vrij van de speciale regelen van openbaarmaking, vereist door de plannen.

De in het eerste lid bedoelde vrijstelling is evenwel niet van toepassing op de aanvragen betreffende de handelingen en werken strekkende tot de aanleg of de wijziging van verkeerswegen. »

Art. 14. In artikel 108, § 2, van dezelfde ordonnantie, ingevoegd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, worden de woorden « onvolledig bij ontstentenis van een overeenkomstige aanvraag om milieu-attest of milieuvergunning » vervangen door de woorden « onvolledig bij ontstentenis van de indiening van het volledig dossier van de overeenkomstige aanvraag om milieu-attest of milieuvergunning ».

Art. 15. In artikel 109 van dezelfde ordonnantie, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het derde lid, tweede zin, wordt aangevuld als volgt :
« ; de gemeente geeft het ontvangstbewijs af binnen tien dagen na de ontvangst van deze documenten of inlichtingen. »;
- 2° in het vierde lid worden de woorden « na de indiening van de aanvraag of na de verzendingsdatum van de aangetekende brief » vervangen door de woorden « na ontvangst, naargelang van het geval, van de aanvraag of van de documenten of inlichtingen bedoeld in het derde lid ».

Art. 16. In artikel 116 van dezelfde ordonnantie, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° § 2 wordt vervangen door de volgende bepalingen :
« § 2. Wanneer de gemachtigde ambtenaar een gunstig advies uitbrengt, kan hij aan de afgifte van de vergunning voorwaarden verbinden om een goede plaatselijke aanleg te waarborgen.

De gemachtigde ambtenaar kan afwijken van de voorschriften van de stedenbouwkundige verordeningen, van de bouwverordeningen of van de verordeningen betreffende de achteruitbouwstraken, hetzij in het geval bedoeld in het eerste lid, hetzij wanneer de afwijking wordt gevraagd in de aanvraag.

De gemachtigde ambtenaar kan ook, op een met redenen omkleed voorstel van het college van burgemeester en schepenen, afwijkingen van de verordenende voorschriften van het gemeentelijk ontwikkelingsplan toestaan, alleen wat de perceelsafmetingen, de omvang, de plaatsing en de esthetische aard van de bouwwerken betreft.

Wanneer de afwijking de perceelsafmetingen, de omvang, de plaatsing en de esthetische aard van de bouwwerken betreft, wordt de aanvraag aan de in de artikelen 113 en 114 bedoelde speciale regelen van openbaarmaking onderworpen.

Een afwijking met betrekking tot de plaatsing of de omvang van de bouwwerken in een gebied kan een afwijking van de bestemming van een aangrenzend gebied met zich meebrengen, in zoverre zij de wezenlijke kenmerken van het aangrenzend gebied niet in gevaar brengt.

De aanvrager is gehouden de in het advies van de gemachtigde ambtenaar gestelde voorwaarden in acht te nemen. »

- 2° § 6 wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel 118, § 2, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 2. De gemachtigde ambtenaar kan, op een met redenen omkleed voorstel van het college van burgemeester en schepenen, afwijkingen van de voorschriften van een bijzonder bestemmings-

permis de lotir uniquement en ce qui concerne les dimensions des parcelles, le volume, l'implantation et l'esthétique des constructions pour autant que ces dérogations ne portent pas atteinte aux données essentielles du plan ou du permis, et que la demande de permis ait été soumise préalablement aux mesures particulières de publicité visées aux articles 113 et 114.

Une dérogation relative à l'implantation ou au volume des constructions dans une zone peut impliquer une dérogation à l'affectation d'une zone contiguë pour autant qu'elle ne mette pas en péril les caractéristiques essentielles de la zone contiguë.

Le fonctionnaire délégué peut également déroger aux prescriptions des règlements d'urbanisme, des règlements sur les bâtisses ou des règlements concernant les zones de recul. »

Art. 18. L'article 119, § 4, alinéa 1er, de la même ordonnance, modifié par l'ordonnance du 30 juillet 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Lorsque la demande donne lieu à la consultation d'administrations ou d'instances concernées, les délais visés aux §§ 2 et 3 sont augmentés de trente jours. »

Art. 19. Dans l'article 120 de la même ordonnance, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1er et 2 :

« Le délai visé à l'alinéa 1er prend cours à compter de la date de la levée de la suspension visée à l'article 87, § 2. »

Art. 20. A l'article 135, première phrase, de la même ordonnance, les mots « ou au bénéfice d'un Secrétaire d'Etat » sont insérés entre les mots « en son sein » et « l'Exécutif entend ».

Art. 21. A l'article 140 de la même ordonnance, modifié par l'ordonnance du 30 juillet 1992, sont approuvées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 3, deuxième phrase, est complété comme suit :

« ; le fonctionnaire délégué délivre l'accusé de réception dans les dix jours de la réception de ces documents ou renseignements. » ;

2^o à l'alinéa 4, les mots « de la date de l'envoi recommandé » sont remplacés par les mots « de la réception, selon le cas, de la demande ou des documents ou renseignements visés à l'alinéa 3 » ;

3^o à l'alinéa 5, les mots « de certificat ou de permis d'urbanisme est incomplet en l'absence de la demande de certificat ou » sont remplacés par les mots « de certificat d'urbanisme ou de permis d'urbanisme est incomplet à défaut d'introduction du dossier complet de la demande de certificat d'environnement ou ».

Art. 22. L'article 142, § 4, de la même ordonnance, modifié par l'ordonnance du 30 juillet 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Lorsque la demande donne lieu à la consultation d'administrations ou d'instances concernées, les délais visés aux §§ 2 et 3 sont augmentés de trente jours. »

Art. 23. A l'article 150, première phrase, de la même ordonnance, les mots « ou au bénéfice d'un Secrétaire d'Etat » sont insérés entre les mots « en son sein » et « l'Exécutif entend ».

Art. 24. A l'article 152, alinéa 2, de la même ordonnance, les mots « à l'article 116, § 2, ou » sont insérés entre les mots « que conformément » et « à l'article 118, § 2 ».

Art. 25. § 1er. L'intitulé du titre III, chapitre III, section X de la même ordonnance est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section X — Dispositions communes aux décisions »

§ 2. Des articles 152bis, 152ter et 152quater, rédigés comme suit, sont insérés dans cette section :

« Article 152bis. Sans préjudice des dispositions de l'article 116, §§ 3 et 4, le permis ne peut être délivré lorsqu'il s'agit de construire ou de reconstruire sur la partie d'un terrain frappée d'alignement ou lorsqu'il s'agit d'effectuer à un bâtiment frappé d'alignement des travaux autres que de conservation et d'entretien.

Néanmoins, dans ce cas, le permis peut être délivré s'il résulte des avis exprimés par les autorités compétentes que l'alignement ne peut être réalisé, au droit du bâtiment considéré, avant au moins cinq ans à partir de la délivrance du permis. En cas d'expropriation effectuée après l'expiration de ce délai, la plus-value résultant des travaux autorisés n'est pas prise en considération pour le calcul de l'indemnité.

Le permis peut également être refusé s'il s'agit de bâtir sur un terrain n'ayant pas d'accès à une voie suffisamment équipée, compte tenu de la situation des lieux.

Article 152ter. Lorsque la demande de permis est soumise aux dispositions de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de

plan of van een verkavelingsvergunning toestaan, alleen wat de perceelsafmetingen, de omvang, de plaatsing en de esthetische aard van de bouwwerken betreft, voor zover deze afwijkingen geen afbreuk doen aan de wezenlijke gegevens van het plan of van de vergunning en de vergunningsaanvraag voorafgaandelijk aan de in de artikelen 113 en 114 bedoelde speciale regelen van openbaarmaking werd onderworpen.

Een afwijking met betrekking tot de plaatsing of de omvang van de bouwwerken in een gebied kan een afwijking van de bestemming van een aangrenzend gebied met zich meebrengen, in zoverre zij de wezenlijke kenmerken van het aangrenzend gebied niet in gevaar brengt.

De gemachtigd ambtenaar kan ook afwijken van de voorschriften van de stedenbouwkundige verordeningen, de bouwverordeningen of van de verordeningen betreffende de achteruitbouwstroken. »

Art. 18. Artikel 119, § 4, eerste lid, van dezelfde ordonnantie, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. Indien de aanvraag aanleiding geeft tot de raadpleging van betrokken besturen of instellingen, worden de in §§ 2 en 3 bedoelde termijnen met dertig dagen verlengd. »

Art. 19. In artikel 120 van dezelfde ordonnantie wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« De in het eerste lid bedoelde termijn begint te lopen op de dag waarop de schorsing bedoeld in artikel 87, § 2, opgeheven wordt. »

Art. 20. In artikel 135, eerste zin, van dezelfde ordonnantie worden tussen de woorden « in haar schoot » en « organiseert, » de woorden « of ten voordele van een Staatssecretaris » ingevoegd.

Art. 21. In artikel 140 van dezelfde ordonnantie, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het derde lid, tweede zin, wordt als volgt aangevuld :

« ; de gemachtigde ambtenaar geeft het ontvangstbewijs af binnen tien dagen na de ontvangst van deze documenten of inlichtingen. » ;

2^o in het vierde lid worden de woorden « volgend op de datum van de aange tekende brief » vervangen door de woorden « na ontvangst, naargelang van het geval, van de aanvraag of van de documenten of inlichtingen bedoeld in het derde lid » ;

3^o in het vijfde lid worden de woorden « stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning onvolledig bij ontstentenis van een overeenkomstige aanvraag om milieu-atteest of » vervangen door de woorden « stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning onvolledig bij ontstentenis van de indiening van het volledig dossier van de overeenkomstige aanvraag om milieu-atteest of om ».

Art. 22. Artikel 142, § 4, van dezelfde ordonnantie, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. Indien de aanvraag aanleiding geeft tot de raadpleging van betrokken besturen of instellingen, worden de in §§ 2 en 3 bedoelde termijnen met dertig dagen verlengd. »

Art. 23. In artikel 150, eerste zin, van dezelfde ordonnantie worden tussen de woorden « in haar schoot » en « organiseert, » de woorden « of ten voordele van een Staatssecretaris » ingevoegd.

Art. 24. In artikel 152, tweede lid, van dezelfde ordonnantie worden tussen de woorden « overeenkomstig » en « artikel 118, § 2 » de woorden « artikel 116, § 2, of » ingevoegd.

Art. 25. § 1. Het opschrift van titel III, hoofdstuk III, afdeling X van dezelfde ordonnantie, wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Afdeling X — Gezamenlijke bepalingen voor de beslissingen »

§ 2. In deze afdeling worden artikelen 152bis, 152ter en 152quater, luidend als volgt, ingevoegd :

« Artikel 152bis. Onverminderd de bepalingen van artikel 116, §§ 3 en 4, mag de vergunning niet worden afgegeven, wanneer gevraagd wordt te bouwen of te herbouwen op het gedeelte van een stuk grond waarvoor een rooilijn geldt of andere dan instandhoudings- en onderhoudswerkzaamheden uit te voeren aan een gebouw waarvoor een rooilijn geldt.

In dit geval mag de vergunning niettemin worden afgegeven, als uit de adviezen van de bevoegde instanties blijkt dat de rooilijn ter hoogte van het gebouw niet zal kunnen worden tot stand gebracht voor ten minste vijf jaar, na de afgifte van de vergunning. In geval van onteigening na het verstrijken van die termijn, wordt bij het bepalen van de vergoeding geen rekening gehouden met de waardevermeerdering die uit de vergunde werken voortvloeit.

De vergunning kan ook worden geweigerd voor het bouwen op een terrein dat, rekeninghoudend met de plaatselijke toestand, geen toegang heeft tot een voldoende uitgeruste weg.

Artikel 152ter. Wanneer de aanvraag om vergunning, onderworpen is aan de bepalingen van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde

Capitale, la décision octroyant ou refusant le permis est motivée notamment au regard des atteintes sensibles à l'environnement ou au milieu urbain que peut porter le projet et des répercussions sociales ou économiques importantes qu'il peut avoir.

Article 152^{quater}. L'autorité saisie d'une demande de permis ou de l'un des recours visés au présent chapitre peut imposer des conditions qui impliquent des modifications des plans déposés à l'appui de la demande.

Dans ce cas, pour autant que les modifications n'affectent pas l'objet de la demande, sont accessoires et visent à répondre aux objections suscitées par les plans initiaux, le permis peut être octroyé dès réception des plans modifiés sans avoir à soumettre ceux-ci à nouveau aux actes d'instruction auxquels la demande a donné lieu. »

Art. 26. A l'article 156, alinéa 2, de la même ordonnance, y inséré par l'ordonnance du 30 juillet 1992, les mots « ou de lotir » sont insérés entre les mots « permis d'urbanisme » et « lorsque ».

Art. 27. A l'article 158, alinéa 1er, de la même ordonnance, modifié par l'ordonnance du 30 juillet 1992, les mots « et 139 à 142 » sont remplacés par les mots « , 139 à 142, 152^{bis}, 152^{ter} et 152^{quater} ».

Art. 28. A l'article 162 de la même ordonnance, dont le texte actuel formera le § 1er, il est ajouté un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. En cas de projet mixte, le certificat d'urbanisme est suspendu tant qu'un certificat d'environnement définitif n'a pas été obtenu.

La délivrance d'un certificat d'environnement négatif emporte caducité de plein droit du certificat d'urbanisme. »

Art. 29. L'article 168, alinéa 1er, de la même ordonnance est remplacé par les alinéas suivants :

« Le conseil communal adopte provisoirement le projet de règlement communal d'urbanisme et le soumet à enquête publique. Celle-ci est annoncée par voie d'affiches.

Le projet de règlement est déposé à la maison communale, aux fins de consultation par le public, pendant un délai de trente jours dont le début et la fin sont précisés dans l'annonce.

Les réclamations et observations sont adressées au collège des bourgmestres et échevins dans ce délai et annexées au procès-verbal de clôture de l'enquête. Celui-ci est dressé par le collège dans les quinze jours de l'expiration de ce délai.

Le projet de règlement est, avec les réclamations, les observations et le procès-verbal de clôture de l'enquête, soumis dans les vingt jours de la clôture de l'enquête à la commission de concertation. Celle-ci émet son avis dans les quarante-cinq jours de la clôture de l'enquête publique. A défaut d'avis dans ce délai, la commission de concertation est réputée avoir émis un avis favorable. »

Art. 30. L'article 171 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Le règlement régional d'urbanisme abroge les dispositions non conformes des règlements communaux.

Lorsqu'un règlement régional entre en vigueur, le conseil communal adapte, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé par le Gouvernement, le règlement communal aux dispositions du règlement régional. »

Art. 31. L'article 181 de la même ordonnance est complété comme suit :

« et, le cas échéant, en se conformant à l'article 95 ».

Art. 32. L'article 182 de la même ordonnance, modifié par l'ordonnance du 30 juillet 1992, est complété comme suit :

« 4° de ne pas se conformer aux dispositions prévues aux articles 121, 137, alinéas 2 et 4, 143 et 151, alinéas 3 et 5. »

Art. 33. Dans l'article 184 de la même ordonnance, les alinéas 2, 3 et 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« L'ordre d'arrêt des travaux doit, à peine de péremption, être confirmé par le bourgmestre ou le fonctionnaire délégué.

Le procès-verbal de constat visé à l'article 183, alinéa 1er, et la décision de confirmation sont notifiés dans les cinq jours par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou par exploit d'huissier de justice au maître de l'ouvrage et à la personne ou à l'entrepreneur qui exécute les actes ou les travaux.

projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, wordt de beslissing tot verlening of weigering van de vergunning met redenen omkleed, onder meer ten opzichte van de gevoelige aantastingen van het leefmilieu of het stedelijk milieu die het project kan veroorzaken en de belangrijke sociale of economische gevolgen die het kan hebben.

Artikel 152^{quater}. De overheid waarbij een vergunningsaanvraag is ingediend of één van de in dit hoofdstuk bedoelde beroepen is ingesteld, kan voorwaarden opleggen die wijzigingen impliceren van de plannen die tot staving van de aanvraag zijn ingediend.

In dit geval, voor zover de wijzigingen het voorwerp van de aanvraag niet aantasten, van toekomstig belang zijn en tegemoet komen aan de bezwaren die de oorspronkelijke plannen veroorzaakten, kan de vergunning worden afgegeven vanaf de ontvangst van de gewijzigde plannen zonder deze opnieuw te moeten onderwerpen aan de behandelingsprocedure waartoe de aanvraag aanleiding gaf. »

Art. 26. In artikel 156, tweede lid, van dezelfde ordonnantie, ingevoegd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, worden tussen de woorden « stedenbouwkundige vergunning » en « vereist » de woorden « of om verkavelingsvergunning » ingevoegd.

Art. 27. In artikel 158, eerste lid, van dezelfde ordonnantie, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, worden de woorden « en 139 tot 142 » vervangen door de woorden « , 139 tot 142, 152^{bis}, 152^{ter} et 152^{quater} ».

Art. 28. In artikel 162 van dezelfde ordonnantie waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Betreft het een gemengd project, dan wordt het stedenbouwkundig attest geschorst zolang geen definitief milieu-atteest verkregen werd.

Het afgeven van een negatief milieu-atteest houdt van rechtswege de nietigheid van het stedenbouwkundig attest in. »

Art. 29. Artikel 168, eerste lid, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door de volgende leden :

« De gemeenteraad neemt voorlopig het ontwerp van gemeentelijke stedenbouwkundige verordening aan en onderwerpt het aan een openbaar onderzoek. Dit onderzoek wordt door aanplakking aangekondigd.

Het ontwerp van verordening wordt gedurende dertig dagen ter inzage van de bevolking gelegd in het gemeentehuis. Het begin en het einde van deze termijn worden in de aankondiging vermeld.

Bezwaren en opmerkingen worden binnen deze termijn ter kennis gebracht van het college van burgemeester en schepenen en bij het proces-verbaal van sluiting van het onderzoek gevoegd. Dit proces-verbaal wordt door het college opgemaakt binnen vijftien dagen na het verstrijken van deze termijn.

Het ontwerp van verordening wordt samen met de bezwaren, de opmerkingen en het proces-verbaal van sluiting van het onderzoek binnen twintig dagen na de sluiting van het onderzoek aan de overlegcommissie voorgelegd. Deze brengt haar advies uit binnen vijftien dagen na de sluiting van het onderzoek. Bij ontstentenis van een advies binnen die termijn, wordt de overlegcommissie geacht een gunstig advies te hebben gegeven. »

Art. 30. Het artikel 171 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De gewestelijke stedenbouwkundige verordening heft de niet-conforme bepalingen van de gemeentelijke verordeningen op.

Wanneer een gewestelijke verordening in werking treedt, past de gemeenteraad op eigen initiatief of binnen de hem door de Regering opgelegde termijn, de gemeentelijke verordening aan de bepalingen van de gewestelijke verordening aan. »

Art. 31. Artikel 181 van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld als volgt :

« en, in voorkomend geval, overeenkomstig artikel 95 ».

Art. 32. Artikel 182 van dezelfde ordonnantie, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, wordt aangevuld als volgt :

« 4° de bepalingen van de artikelen 121, 137, tweede en vierde lid, 143 en 151, derde en vijfde lid niet in acht nemen. »

Art. 33. In artikel 184 van dezelfde ordonnantie, worden het tweede lid, het derde lid en het vierde lid vervangen door de volgende bepalingen :

« Het bevel tot staking van de werken moet op straffe van verval bekrachtigd worden door de burgemeester of de gemachtigde ambtenaar.

Het in artikel 183, eerste lid, bedoelde proces-verbaal van vaststelling en de bekrachtigingsbeslissing worden binnen vijf dagen bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs of bij gerechtsdeurwaardersexploot ter kennis gebracht van de opdrachtgever en van de persoon of de aannemer die het werk of de handelingen uitvoert.

Le cas échéant, une copie de ces documents est adressée en même temps au fonctionnaire délégué. »

Art. 34. L'article 204 de la même ordonnance est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application des articles 17, 21, 24, 30, 31, 33, 36, 37, 38, 49, 50, 51, 53, 57, 60, 61, 67bis, 68, 69, 70, 72, 75, 76, 79, 84, 85, 91bis, 112, 152, 170, 174, 176, 180 et 181, le plan de secteur est assimilé au plan régional d'affectation du sol. »

Art. 35. A l'article 205, § 1er, alinéa 3, de la même ordonnance, y inséré par l'ordonnance du 30 juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation et » sont insérés entre les mots « en application » et « de l'article 17 »;

2° l'alinéa est complété par la phrase suivante :

« Dans ces cas, l'article 67bis n'est pas d'application. »

Art. 36. Un article 205bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même ordonnance :

« Article 205bis. Les plans d'expropriation approuvés antérieurement au 1er juillet 1987 en application de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, cessent de produire leurs effets au 1er janvier 1997.

Les plans d'expropriation approuvés à partir du 1er juillet 1987 en application de la loi organique précitée, cessent de produire leurs effets au terme d'un délai de dix ans.

Lorsque l'autorité compétente souhaite poursuivre l'expropriation au terme des délais visés aux alinéas 1er et 2, il est procédé conformément aux articles 69, 70, 71, 72, 73 et 74. Dans ce cas, l'article 77, alinéa 3, est d'application. »

Art. 37. La présente ordonnance entre en vigueur le 1er décembre 1993.

Adopté par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale
Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 novembre 1993.

Le Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,
J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,
D. GOSUIN

Le Ministre de l'Economie,
R. GRIJP

Le Ministre des Travaux publics, des Communications
et de la Rénovation des Sites d'Activités économiques désaffectés,
J.-L. THYS

In voorkomend geval wordt een afschrift van deze documenten tegelijk naar de gemachtigde ambtenaar gezonden. »

Art. 34. Artikel 204 van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de toepassing van de artikelen 17, 21, 24, 30, 31, 33, 36, 37, 38, 49, 50, 51, 53, 57, 60, 61, 67bis, 68, 69, 70, 72, 75, 76, 79, 84, 85, 91bis, 112, 152, 170, 174, 176, 180 en 181 wordt het gewestplan met het gewestelijk bestemmingsplan gelijkgesteld. »

Art. 35. In artikel 205, § 1, derde lid, van dezelfde ordonnantie, ingevoegd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « van de besluitwet van 2 december 1946 betreffende de stedebouw en » worden ingevoegd tussen de woorden « bij toepassing » en « van artikel 17 »;

2° het lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« In die gevallen is artikel 67bis niet van toepassing. »

Art. 36. Een artikel 205bis luidend als volgt, wordt in dezelfde ordonnantie ingevoegd :

« Artikel 205bis. De onteigeningsplannen, goedgekeurd vóór 1 juli 1987 met toepassing van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en de stedebouw, treden buiten werking op 1 januari 1997.

De onteigeningsplannen, goedgekeurd vanaf 1 juli 1987 met toepassing van voornoemde organieke wet, treden buiten werking na een termijn van tien jaar.

Wanneer de bevoegde overheid de onteigening na de in het eerste en het tweede lid bedoelde termijnen wenst voort te zetten, wordt tewerk gegaan overeenkomstig de artikelen 69, 70, 71, 72, 73 en 74. In dat geval is artikel 77, derde lid, van toepassing. »

Art. 37. Deze ordonnantie treedt in werking op 1 december 1993.

Aangenomen door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad
Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 november 1993.

De Voorzitter van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en Minister van Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,
Natuurbehoud en Waterbeleid,
D. GOSUIN

De Minister van Economie,
R. GRIJP

De Minister van Openbare Werken,
Verkeer en Vernieuwing van Afgedankte Bedrijfsruimten,
J.-L. THYS

F. 93 — 2717

[C — 31400]

23 NOVEMBRE 1993. — Ordonnance modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 107quater de la Constitution.

(1) Documents du Conseil :

Session ordinaire 1993-1994

A — 284/1 Projet d'ordonnance

A — 284/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion : séance du 18 novembre 1993.

Adoption : séance du 18 novembre 1993.

N. 93 — 2717

[C — 31400]

23 NOVEMBER 1993. — Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107quater van de Grondwet.

(1) Documenten van de Raad :

Gewone zitting 1993-1994

A — 284/1 Ontwerp van ordonnantie

A — 284/2 Verslag

Volledig verslag :

Bespreking : vergadering van 18 november 1993.

Aanneming : vergadering van 18 november 1993.